

L'Europe comme l'Afrique ont aujourd'hui le choix



par Jean Michel DEBRAT,
directeur général adjoint de l'Agence Française de Développement

La panne profondément politique que connaît l'Europe depuis plusieurs années, particulièrement après les «non» référendaires, s'explique pour une large part par l'absence de vision à long terme qui caractérise désormais la construction européenne et qui se traduit concrètement par le sentiment que l'élargissement de l'Union n'est pas une question maîtrisée et que la mondialisation est subie. Or la question des frontières de l'Europe et du choc encore largement à venir de la mondialisation, dans un contexte de vieillissement, sans précédent dans l'Histoire, de la population pose de manière centrale la question du développement, celui de l'Europe comme celui de ses voisins. En répondant aux questions que pose son propre avenir, l'Europe dira simultanément ce qu'elle peut apporter à l'avenir du monde.

De son côté, la construction de l'Union africaine a fait ces dernières années de larges progrès. L'U.A. est devenue un interlocuteur légitime et incontournable pour traiter de paix et de sécurité, en dépit de problèmes d'efficacité opérationnelle. Mais la structuration sous régionale de l'Afrique est très inégale selon les sous régions. L'Afrique de l'Ouest, l'Afrique Australe sont plus avancées mais souffrent encore de la pluralité des organisations traduisant les visions distinctes des principaux acteurs. Dans le domaine économique, le NEPAD est remarquable en tant que volonté d'une politique fondée sur tout le continent sur les mêmes principes et en tant que mécanisme de régulation pour les pairs. Mais on est encore loin d'un mécanisme opérationnel de financement.

A ce jour, le problème majeur des relations entre les deux continents est qu'après cinquante ans d'aide au développement nous ne sommes pas arrivés à enclencher un développement équilibré de l'Europe et de l'Afrique alors même que l'Europe fournit

55 % de l'APD mondiale et concentre largement cet effort sur les Afriques méditerranéenne et subsaharienne. Mais elle a un rôle secondaire dans le débat d'idées et n'arrive pas à organiser de manière cohérente ses relations avec les pays de son voisinage ni avec l'Afrique à laquelle elle est liée par une solidarité de fait due à la Géographie comme à l'Histoire.

Est-il raisonnable pour traiter le problème géopolitique Afrique de dépendre des politiques de développement restées de compétence nationale ? Il est clair que le bon niveau pour traiter d'une question mondiale est le niveau européen.

Que faire ? D'abord changer notre regard en acceptant d'examiner avec lucidité les degrés de liberté de chaque ensemble territorial dans le contexte de la globalisation ce qui conduit à réfléchir au sens et au contenu des frontières. C'est ce que l'Europe a fait et continue de savoir faire en interne. C'est aussi ce qu'elle a fait par la voie des grands accords successifs avec les ACP, par la voie des accords d'association et aujourd'hui en définissant un consensus européen et une stratégie pour l'Afrique.

Dans quel espace économique et humain penser aujourd'hui les stratégies de développement à trente voire cinquante ans ? Le propos ici est de souligner fortement la dimension eurafricaine de cette question.

Faisons un détour par la Chine : pour tous elle est un unique ensemble alors qu'il y a autant de distance physique comme économique de Shanghai à la Chine de l'ouest qu'entre Bruxelles et Bamako. Pourquoi l'Europe croit-elle que la Méditerranée la sépare de l'Afrique ?

Il faut penser l'espace eurafricain comme un Marché possible, à la fois Marché intérieur en construction et Marché qui tire la

entre l'utopie et le désenchantement

croissance : l'Europe n'a pas plus intérêt à laisser l'Afrique en situation de sous développement que la Chine l'ensemble de son territoire national.

Il faut penser l'eurafricain comme un bassin d'emploi dont les différentiels de coût de main d'œuvre doivent être utilisés. La problématique du Maghreb n'est pas très différente de celle de l'Europe centrale et les mouvements de population doivent être envisagés de facto à l'intérieur de ce grand ensemble. Là encore la comparaison avec la Chine s'impose puisqu'au fur et à mesure de sa croissance elle disposera pendant très longtemps de l'avantage comparatif d'une main d'œuvre à bas coût d'origine rurale. Pour elle aussi la stratégie de population ne peut être que globale et va avoir pour enjeu la maîtrise des coûts et celle des migrations. Faute de raisonner à la bonne échelle géographique, l'Europe pourrait bien subir simultanément la non compétitivité de sa main d'œuvre et le non contrôle des mouvements migratoires.

Il faut le penser comme un unique espace de sécurité : l'Afrique n'est ni suffisamment lointaine (au sens géographique) ni suffisamment distincte (en termes de population) de l'Europe pour que l'on puisse voir se multiplier des «Etats fragiles» sans être directement concerné : cette problématique a remplacé aujourd'hui celle de la guerre froide.

Il faut le penser comme un espace d'affaires et un espace financier où l'on applique les mêmes règles. A défaut l'Afrique deviendrait un espace hors droit où la délinquance financière généralisée condamnerait l'efficacité de toute forme d'aide.

Il faut le penser comme un ensemble territorial équipé d'infrastructures cohérentes et bien articulées, qu'il s'agisse de l'aménagement portuaire, des réseaux de transport d'électricité, des câbles de télécommunica-

tions ou des routes. Seule une logique de maillage des infrastructures abaissant les coûts et accroissant les accès permettra le développement des marchés, ce qu'ont bien vu les chefs d'Etat qui ont lancé le NEPAD.

Il faut penser l'espace eurafricain sous la forme d'un vaste ensemble de développement local et en tirer les conséquences pour promouvoir la coopération décentralisée entre les collectivités d'Europe.

Il faut le penser enfin comme un espace unique pour les multiples formes de relations de la société civile et l'approfondissement de la démocratie participative ; sur ce plan comme sur les autres les analogies entre les problématiques sont très fortes au Nord et au Sud.

En conclusion, la relation entre l'Europe et l'Afrique est fondamentalement politique, et ne pas se tromper de politique est vital pour chacun des deux partenaires. Dire que l'Afrique a de plus en plus besoin de l'Europe revient à dire que l'Europe a de plus en plus besoin d'une Afrique qui se développe. Il ne s'agit donc pas d'un simple concept d'influence de l'Europe, encore moins d'une idée de contrepois des USA ou de la Chine. Il s'agit d'examiner en commun les besoins de développement, de stabilité et de sécurité.

L'urgence est politique, à l'heure où tous ont à la bouche les mots de construction de la paix et de démocratie, nous ne cessons de fabriquer un monde qui n'en crée pas les conditions.

L'utopie, c'est repenser tant les frontières économiques que les frontières invisibles de nos cultures politiques pour définir des objectifs de développement partagé.

C'est possible et nécessaire. ■

PROPARCO L'appui au secteur privé en Afrique



Entretien avec Luc RIGOUZZO, Directeur Général

Vous dirigez PROPARCO, filiale de l'AFD, qui investit à long terme en faveur du secteur privé en Afrique. Quel rôle peut jouer le secteur privé sur le développement par rapport aux Etats et aux agences d'aide ?

• Il serait réducteur de penser que l'atteinte des Objectifs du Millénaire peut passer essentiellement par le financement public au travers des Etats, par la communauté internationale, des infrastructures de base des pays en développement. Un seul des quinze objectifs du millénaire, l'accès à l'eau ou à l'éducation de base par exemple, nécessite à lui seul des montants annuels supérieurs au total de l'aide publique au développement mondiale. Par ailleurs, l'Aide, comparée aux autres flux financiers en direction des pays du Sud, représente peu de choses, que ce soit par rapport aux montants des investissements privés étrangers et nationaux, aux ressources provenant des travailleurs migrants ou aux liquidités disponibles dans les systèmes bancaires des pays du Sud.

Il faut donc élargir les instruments et les canaux de redistribution de l'Aide, pour qu'ils jouent avant tout un rôle catalytique sur les investissements et l'épargne privés.

En effet, comme partout ailleurs, le secteur privé joue en Afrique un rôle central pour le développement, en y créant l'essentiel de la croissance et des emplois, qui génèrent en retour les richesses permettant la satisfaction des besoins primordiaux et l'atteinte des Objectifs du Millénaire. Par ailleurs, comme dans de nombreux pays industrialisés, des partenariats public-privé peuvent permettre une gestion plus efficace et un meilleur rapport qualité/prix de services d'intérêt commun : transports, énergie, accès à l'eau et à l'assainissement.

Ces partenariats public-privé doivent bien sûr déboucher sur des investissements rentables et socialement équitables.

Ainsi, plutôt que de se substituer aux ressources et à l'épargne des populations locales, le rôle de l'Aide Publique doit être au contraire de les sécuriser, par exemple par l'octroi de garanties, pour les mobiliser. Dans cette perspective, l'efficacité des ressources rares de l'Aide Publique au Développement est accrue, parce qu'elle privilégie les acteurs privés les plus dynamiques des pays concernés, en essayant de les mobiliser en direction de la fourniture des services essentiels.

Quel rôle peut jouer PROPARCO dans ce contexte ?

• Grâce à son actionnariat et à sa gouvernance publique et privée, PROPARCO offre depuis de nombreuses années des solutions innovantes et adaptées aux défis de l'investissement à long terme dans les pays en développement.

Le cœur de son activité est orienté vers la croissance et l'emploi, le développement durable et l'atteinte des Objectifs du Millénaire.

PROPARCO est au cœur d'un réseau de partenariats publics et privés européens permettant d'offrir une plateforme de solutions tant à des investisseurs qu'à des emprunteurs privés.

Nous intervenons prioritairement dans les pays d'Afrique Subsaharienne, pour participer au financement de leurs infrastructures, au renforcement de leurs entreprises et à la modernisation de leurs systèmes financiers. Nous tentons de répondre aux trois grandes demandes des entreprises privées pour investir dans ce contexte : l'accès à des financements à long terme, la couverture ou de la réduction des risques, notamment politiques, et la spécificité des problématiques liées au sous développement. PROPARCO intervient tant par des participations en fonds propres, qu'en accordant des prêts et des garanties, et en fournissant des solutions d'ingénierie financière adaptées aux problématiques des pays en développement.

L'expérience de PROPARCO, comme d'ailleurs celle des sociétés équivalentes (DEG, FMO, SFI...), permet de témoigner qu'il est possible de financer, avec le secteur privé en Afrique, des opérations économiquement viables ayant de nombreux impacts positifs sur le développement, socialement équitables, soutenables sur le plan environnemental et financièrement rentables. ■